

Les funérailles de Berlusconi : une radiographie de l'Italie

dimanche 25 juin 2023, par [BURATTINI Fabrizio](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2023).

Les funérailles de Silvio Berlusconi ont eu lieu le 14 juin à Milan : un véritable rite « national-populaire » comme l'aurait souhaité l'illustre défunt.

Sommaire

- [L'élimination de l'anti-berlus](#)
- [L'empreinte de Berlusconi en](#)
- [L'instrument de la télévision](#)
- [La marchandisation de tout](#)
- [De la richesse à la politique](#)
- [Berlusconi pas très « libéral](#)
- [Droite et gauche dans la \(...\)](#)
- [Les syndicats](#)
- [La droite et l'Italie sans](#)

Dans une ambiance de stade de football devant la cathédrale, les « orphelins du Cavaliere » ont crié : « Celui qui ne saute pas est un communiste »... D'un côté de la place, les supporters de l'AC Milan (l'équipe de football longtemps présidée par Berlusconi) scandaient « Il n'y a qu'un seul président, il n'y a qu'un seul président, Silvio, Silvio » ; à l'autre bout du parvis, un peloton du Régiment des Cuirassiers [garde d'honneur du président de la République] escortait le président Sergio Mattarella à l'intérieur de l'église.

Et à l'intérieur, une cérémonie empreinte d'une tristesse feutrée, avec un rituel qui n'est pas sans rappeler les funérailles d'un monarque, avec des centaines de VIP (dans tous les domaines, du sport à la politique, de l'économie au show-business) portant des robes de deuil à plusieurs dizaines de milliers d'euros et pleurant leur « bienfaiteur ». Oui, car sans Silvio, beaucoup d'entre eux seraient restés des « illustres bons à rien ». Ce n'est pas un hasard si l'hymne du parti Forza Italia s'intitule « Meno male che Silvio c'è » [hymne à Silvio Berlusconi par Andrea Vantini datant de 2010]...

L'élimination de l'anti-berlusconisme

Les Latins disaient : « De mortuis nihil nisi bonum », c'est-à-dire : « Sur les morts, soit tu te tais, soit tu parles bien ». Face à cette alternative, le monde politique et médiatique italien (à quelques rares et courageuses exceptions près) n'a pas hésité et a organisé à l'unisson des funérailles dignes du « père de la patrie ».

Bien sûr, la décision du gouvernement de faire du 14 juin (jour des « funérailles solennelles ») un jour de « deuil national », avec drapeaux en berne à l'entrée des bâtiments publics, minute de silence dans les écoles publiques (heureusement déjà fermées pour les vacances d'été) et annulation, pour une semaine entière, de tous les engagements officiels des principaux acteurs

institutionnels, a suscité une certaine controverse.

Tout d'un coup, sur les réseaux univoques, on a fait abstraction de sa carrière fulgurante qui, en quelques années, l'a transformé d'un petit animateur de piste de danse de bateau de croisière sans le sou et colporteur d'aspirateurs en troisième homme le plus riche d'Italie (selon Forbes, le 352^e plus riche du monde), avec une fortune estimée à 6,4 milliards de dollars. Silence est fait sur ses liens pas du tout obscurs avec les milieux mafieux siciliens et avec le coup d'Etat réactionnaire de la loge maçonnique (P2) de Licio Gelli [en décembre 1970], sur le favoritisme politique qui lui a ouvert la voie d'abord dans le monde de la construction puis dans celui de la télévision [Mediaset], sur ses rapports avec le fisc, faits d'évasions et de fraudes, sur son machisme sordide mais exhibé.

L'empreinte de Berlusconi en Italie et au-delà

Depuis une semaine, toutes les chaînes de télévision et tous les médias répètent qu'il « a laissé une trace indélébile dans l'histoire de l'Italie ». Et c'est vrai, car l'Italie, après trente ans de « berlusconisme », est en réalité bien pire que par le passé, en termes politiques, démocratiques, sociaux et culturels. Et sur ce plan, la contribution de Berlusconi a été décisive.

Elle l'a également été au niveau international. Berlusconi s'inscrit évidemment dans le sillon du « néolibéralisme » ouvert dans les années 1980 par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, mais dans les années 1990, il a « enrichi » ce néolibéralisme d'un style démagogique réactionnaire. Un style qui a rapidement fait des prosélytes parmi des dizaines de « leaders » internationaux - au-delà des spécificités contextuelles -, de Jair Bolsonaro au Brésil à Donald Trump aux Etats-Unis, à Narendra Modi en Inde, à Vladimir Poutine en Russie, pour ne citer que les principaux.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques étapes de la « résistible » ascension de Silvio Berlusconi.

Agent immobilier au début des années 1960, puis, dans la seconde moitié de la décennie, entrepreneur en bâtiment, à une époque où, avec le soutien politique adéquat et l'appui d'un obscur fonds financier établi en Suisse, il était possible de construire des quartiers entiers dans les métropoles du Nord gagnées par le boom économique. Par la suite, au début des années 1980, les intérêts de Berlusconi se sont radicalement déplacés vers le secteur des communications, avec l'achat de « Telemilano », qui allait devenir l'embryon de la télévision commerciale placée sous la houlette d'abord de la holding Fininvest, puis de Mediaset.

Là encore, Berlusconi a su profiter des faveurs des politiciens et des banques, y compris celles dirigées par Michele Sindona pour le compte des milieux mafieux [Sindona, outre ses liens avec Cosa Nostra, était lié à la banque du Vatican : IOR-Institut pour les œuvres de religion, il est aussi lié à la P2 et la Démocratie chrétienne], qui lui ont accordé des financements somptueux à des taux très avantageux. De plus, Berlusconi n'a jamais nié ses liens avec des mafieux notoires, notamment l'ancien sénateur Marcello Dell'Utri (cofondateur de Forza Italia, définitivement condamné pour activités mafieuses), le patron Stefano Bontate (qui fut dans les années 1970 la plus haute « autorité » du monde mafieux), le gangster Vittorio Mangano (que le juge anti-mafia Paolo Borsellino, assassiné en 1992, a décrit comme « l'une des têtes de pont de l'organisation mafieuse dans le nord de l'Italie »).

L'instrument de la télévision

Grâce à son association avec le « socialiste » Bettino Craxi [qui s'est réfugié en Tunisie, car mis en

cause dans l'opération Mains propres-Mani pulite en 1992, pour y décéder en 2000], il obtient la publication d'un décret (1984) puis d'une loi (la loi Mammì de 1990) qui « légalise » son monopole de fait sur les télévisions privées. La loi est si controversée qu'elle conduit cinq ministres du courant de gauche de la Démocratie chrétienne à quitter le gouvernement.

Comme l'a écrit le professeur de théologie moderne Vito Mancuso [de l'Université Vita-Salute San Raffaele à Milan] dans la Stampa du 13 juin :

« Le berlusconisme représente de la manière la plus splendide et la plus séduisante l'éviction de l'ancienne religion de Dieu [Dio] et son remplacement par la religion du Moi [dell'Io]... Dieu, auparavant, pouvait être compris de différentes manières : au sens classique du catholicisme et d'autres religions, au sens socialiste et communiste de la future société sans classes et finalement juste, au sens libéral et républicain d'un Etat éthique comme l'Etat prussien célébré par Hegel, au sens de la conscience individuelle droite et incorruptible de la philosophie morale de Kant, et d'autres manières encore, toutes unies en tout cas par la conviction qu'il existe quelque chose de plus important que l'ego, devant lequel le Moi doit s'arrêter et se mettre au service [...]. Le triomphe du berlusconisme représente la défaite de cette tension spirituelle et morale. En tant que religion du Moi, il proclame exactement le contraire : il n'y a rien de plus important que Moi. »

Et les télévisions de Berlusconi, leurs émissions, leurs personnages, leur style ont pu empoisonner les mentalités, le modèle de société, la politique, la relation avec les femmes et le pouvoir avec cette nouvelle « religion ». Même la télévision publique s'est transformée en quelques années, afin de rivaliser avec la télévision commerciale dans la recherche de financements publicitaires. L'édition s'est concentrée entre les mains de Berlusconi [après diverses opérations il a créé la Silvio Berlusconi Holding Editoriale en 1995 et fut présent sur le marché espagnol]. Le mythe du self-made-man - que l'homme d'affaires a su construire sur lui-même avec d'habiles campagnes de presse et en distribuant un livre de papier glacé illustrant sa vie à des centaines de milliers d'exemplaires - a pénétré la perception de millions d'Italiens, et surtout, évidemment, dans l'innombrable monde des petits et très petits entrepreneurs, qui représentent une grande partie de l'économie nationale.

La marchandisation de tout

Jusqu'à cette époque, les riches ne faisaient pas étalage de leur richesse, de peur d'attiser la jalousie sociale. Mais à partir de Berlusconi, la richesse s'affiche et devient un vecteur de prestige, un modèle de vie, un aiguillon pour beaucoup qui commencent à se donner l'illusion : « Moi aussi, je peux le faire. »

La recherche du « succès » en termes de « popularité » et de « porte-monnaie » dépasse tout scrupule éthique : avec la légitimation de l'évasion fiscale, avec la marchandisation de tout, des faveurs accordées aux femmes au soutien des parlementaires, tout est réduit à l'état de « mercato footballistique ».

Il convient de rappeler sa frénésie (c'est le terme le plus approprié) à étaler le style qu'il utilisait dans ses relations avec les femmes, fait de plaisanteries vulgaires, de dîners avec ses associés « animés » par des exhibitions pathologiques, de l'entretien de harems d'escortes. Tout cela dans un pays où le machisme violent et les énormes inégalités entre les sexes ont continué et continuent de prévaloir. Ses plaisanteries vulgaires sur Angela Merkel et Rosy Bindi, ex-ministre chrétienne de gauche, sont entrées dans l'histoire, des plaisanteries culturellement dévastatrices, mais bien accueillies par ses partisans.

Cependant, l'outil omniprésent qu'est la télévision a permis à Berlusconi d'aspirer à plus qu'un « simple » succès économique.

De la richesse à la politique

Ainsi, Silvio Berlusconi, qui était un homme d'affaires prospère, est devenu un personnage public très populaire, à tel point que sa « percée en politique » semblait presque « naturelle ». Depuis l'après-guerre, la politique institutionnelle était une profession réservée à la caste des politiciens, ceux qui, de droite comme de gauche, avaient choisi de se consacrer à la « Res Publica » dès leur plus jeune âge.

Certes, il y avait eu quelques exceptions, comme celle de Gianni Agnelli, le maître de Fiat, nommé « sénateur à vie » pour « mérites économiques », mais l'engagement politique direct des entrepreneurs a été inauguré en 1994 avec la décision de Berlusconi d'opposer sa coalition de droite à la coalition de « centre-gauche » agrégée autour du PDS (Partito Democratico della Sinistra) d'Achille Occhetto [secrétaire général du PCI entre 1988 et 1991, il organise la mutation vers le PDS].

Ce qui a également poussé Berlusconi vers le pouvoir politique, ce sont les inquiétudes concernant les risques encourus par ses entreprises. Il savait qu'il pourrait y remédier beaucoup plus facilement en agissant depuis la « salle des commandes ». Il comptait pouvoir pénétrer la scène politique avec une relative facilité, constatait la disparition des partis modérés et centristes, détruits par les enquêtes « Mani pulite », et voyait la gauche de l'ex-PCI engagée dans une phase délicate de transition d'un parti ouvrier traditionnel à une autre « chose » (« la Cosa » : c'est ainsi que l'on définissait au début des années 1990 la « créature postcommuniste » qui ressurgissait des cendres du PCI).

C'est ainsi qu'il a construit « son » parti, Forza Italia, dont le nom rappelle déjà son identité vulgairement populiste et optimiste, son désir de transférer en politique le soutien aveugle et obstiné typique des stades de football. Il se présente comme un homme qui n'a jamais rien eu à voir avec la politique, profitant du moment de discrédit maximal des partis, mais pour construire Forza Italia substantiellement à partir de zéro il rassemble de nombreuses « épaves » des différents partis politiques détruits par les enquêtes de corruption des années 1980 sur les « Tangentopoli » [tangentes, pots-de-vin] : anciens démocrates-chrétiens, anciens socialistes (y compris de « l'extrême gauche socialiste », comme Fabrizio Cicchitto, qui rejoint Forza Italia en 1999), anciens du Parti républicain-PRI, anciens du Parti libéral-PLI. Mais aussi quelques intellectuels dits de la gauche « extraparlamentaire », comme Giulio Savelli [ex-animateur de la maison d'édition marxiste Samonà e Savelli, fondée en 1963] ou Lucio Colletti [auteur, entre autres, de *Il marxismo e Hegel : Materialismo dialettico e irrazionalismo*, Laterza, 1969, traduit en français en 1976].

La transformation du Parti communiste en Parti démocratique de la gauche-PDS, au lieu d'atténuer l'anticommunisme dont s'était nourrie la politique de pouvoir de la Démocratie chrétienne pendant des décennies, l'a au contraire ravivé et transformé en ciment avec lequel Berlusconi a rassemblé, autour de son parti Forza Italia, le Mouvement social de Gianfranco Fini [qui lancera en 1995 l'Alliance nationale], imprégné d'un nationalisme exacerbé, et la Ligue du Nord [fondée en 1989] d'Umberto Bossi, dont le programme prévoyait la sécession du nord de l'Italie par rapport au reste du pays.

Aujourd'hui, dans un pays comme l'Italie, on parle beaucoup de l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni et de son entourage de militants néo-fascistes. Mais il faut rappeler que c'est Berlusconi qui a rendu les néo-fascistes « acceptables » au gouvernement il y a trente ans, avec son premier

gouvernement qui comprenait cinq ou six ministres néo-fascistes et dont Giuseppe Tatarella, leader national du Mouvement social italien, le parti fondé par les fascistes de la République de Salò, était vice-président.

Berlusconi pas très « libéral » ?

Les détracteurs du berlusconisme attribuent à l'ancien Premier ministre défunt le fait qu'il n'a pas tenu sa promesse de « révolution libérale », qu'il s'est trop consacré à la protection de ses intérêts privés et personnels (sur le plan juridique et économique) plutôt qu'à la véritable « modernisation » du pays.

En effet, les résultats des quatre gouvernements dirigés par Berlusconi (1994-95, 2001-05, 2005-06, 2008-11) ont été caractérisés sur le plan formel surtout par les « lois ad personam », visant à protéger ses entreprises souvent mises en danger par des transactions financières imprudentes ou à préserver sa personne des enquêtes judiciaires le visant. Mais son action « libérale » fut loin d'être sans intérêt ; nous en rappelons ici les résultats les plus significatifs :

- Sa proposition de loi attaquant le système de sécurité sociale en septembre 1994, qui n'a pas été approuvée mais qui a ouvert la voie à la « loi Dini » ultérieure sur les retraites, celle-ci approuvée l'année suivante avec le soutien des syndicats et de l'ensemble du centre-gauche. L'opération a été « perfectionnée » quelques années plus tard (en 2004) avec la loi Maroni-Tremonti [respectivement alors Lega Nord et Forza Italia] et son « scalone » [de manière progressive ont été retardés depuis les années 1990 les départs à la retraite et redéfinis le salaire moyen de référence et le mode de calcul en liant le montant des pensions aux cotisations versées].
- La loi 30 de 2003, connue de tous comme la loi Biagi, qui a changé la physionomie du monde du travail en Italie, en rendant structurels les contrats précaires, avec les conséquences inévitables en matière de réduction des salaires et de perte de droits.
- Les réformes Moratti puis Gelmini de l'éducation et de l'université qui ont : 1° déqualifié l'école, en l'assimilant à la « formation professionnelle », accessible dès l'âge de 14 ans, définissant ainsi un système de formation socialement dual ; 2° réduit fortement le financement de l'éducation publique en augmentant le financement des écoles privées ; 3° bouleversé la structure de l'enseignement primaire, démantelant les réformes obtenues au cours des décennies précédentes ; 4° cassé l'enseignement universitaire et l'a formaté sur le modèle états-unien.
- La réforme Renato Brunetta [Forza Italia dès 1994, issu du Parti socialiste] de l'administration publique, qui a également précarisé l'emploi public et fait prévaloir des critères méritocratiques, avec la pénalisation des salarié·e·s jugés « moins productifs » [qualifiés par la campagne médiatique de « nullafacenti » ou de « fanulloni », autrement dit fainéants] par les dirigeants.
- La loi Bossi-Fini de 2002 sur l'immigration qui conditionne toujours la politique italienne à l'égard des migrant·e·s, en créant le cercle vicieux infernal selon lequel on ne peut pas signer de contrat de travail si l'on n'a pas de permis de séjour et on ne peut pas avoir de permis de séjour si l'on n'a pas de contrat de travail légal.

Bien sûr, ses détracteurs ultra-libéraux auraient souhaité beaucoup plus, mais n'oublions pas que Berlusconi – plus encore que ses démêlés avec le pouvoir judiciaire – a dû faire face aux deux mouvements syndicaux de masse les plus importants de ces dernières décennies : celui de l'automne 1994, qui a débouché sur une grève générale de dimension historique le 24 octobre et une manifestation à Rome (12 novembre) de plus d'un million de personnes et qui a conduit à la

démission du premier gouvernement Berlusconi, et le mouvement de 2002 contre le projet de loi « Biagi », projet contré par deux manifestations nationales extraordinaires à Rome (23 mars et 14 septembre), considérées comme les plus importantes de l'histoire de la République.

Droite et gauche dans la même direction

Les ultra-libéraux critiques n'ont cependant pas à se plaindre, car le travail de « modernisation » que Berlusconi n'a pas pu achever a été perfectionné par les gouvernements de centre-gauche ou par les gouvernements « techniques » qui ont alterné avec les gouvernements de centre-droit au fil des ans :

- les retraites ont été définitivement dévastées par la loi Fornero (2011) du gouvernement de Mario Monti [ex de Goldman Sachs, ex-commissaire européen, puis ministre des Finances et président du Conseil de novembre 2011 à avril 2013] ;
- le droit du travail a été à nouveau agressé en 2012 par une autre loi Fornero [Elsa Fornero, professeurs d'économie à l'Université de Turin, membre du « comité scientifique » de la Confindustria, a utilisé entre autres ce statut en tant que ministre du Travail pour mener des contre-réformes] et par le Jobs Act du gouvernement de Matteo Renzi (2015) ;
- de même, l'éducation a été réformée avec la loi sur la « bonne école » de Renzi (2015).

En matière de fiscalité, les gouvernements Berlusconi ont supprimé les droits de succession et de donation (en 2001) et la taxe sur la « prima casa » [maison principale] (2008), et ont abaissé les taux sur les transactions financières (2008). Mais la charge fiscale formelle est restée pratiquement inchangée sous tous les gouvernements des 30 dernières années (environ 43%). La politique fiscale de tous les gouvernements (centre-droit, centre-gauche, technique) a toujours été dans la même direction, transférant de plus en plus le poids de la charge fiscale sur les revenus faibles et moyens et en particulier sur ceux des salarié·e-s et des retraité·e-s, et soulageant les hauts revenus et ceux des entreprises et des indépendants.

Ce qui a caractérisé les gouvernements Berlusconi, c'est la légitimation culturelle et substantielle des instruments de fraude et d'évasion fiscale, dont le Premier ministre lui-même a été un fervent utilisateur. Cet objectif a été poursuivi avec obstination, en racontant des blagues sur les impôts, en indiquant que « l'Etat ne doit pas mettre la main dans la poche de ses citoyens », que les enquêtes sur les fraudeurs fiscaux sont le résultat d'une « pratique de persécution de la libre entreprise », etc., et en décrétant année après année des amnisties « libératoires » successives, à tel point qu'il est notoire qu'en 2006, Berlusconi lui-même a réussi à rectifier le redressement fiscal pour évasion avérée de dizaines de millions d'euros en versant la somme dérisoire de 1800 euros.

Sur le plan institutionnel et constitutionnel, Berlusconi a judicieusement exploité les espaces que le centre-gauche avait pu lui offrir, avec la première transformation de la loi électorale du modèle proportionnel au modèle majoritaire à un tour (loi Mattarella, du nom de son créateur, l'actuel président de la République, unanimement acclamé). En 1994, la coalition menée par Berlusconi a triomphé également parce que, grâce à ce système et aux liens que son parti entretenait avec des secteurs dominants de la société sicilienne, elle est parvenue à remporter les 61 sièges électoraux de l'île.

Ensuite, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires régionales et de l'Autonomie, Roberto Calderoli (de la Ligue du Nord), le gouvernement de droite est parvenu à aggraver la loi électorale (avec la loi dite « porcellum » : loi proportionnelle avec prime majoritaire).

Le troisième gouvernement Berlusconi a tenté une réforme complète de la Constitution en 2006, dans un sens résolument « présidentialiste », mais elle a été rejetée au moment du référendum populaire de confirmation (25 juin 2006). Mais Berlusconi, en tant que personne et en tant que dirigeant, a été la concrétisation plastique d'un présidentialisme pratiqué au-delà de sa codification institutionnelle, d'une politique menée par « un seul homme aux commandes », sans médiation institutionnelle ni filtre des partis, réduits à des clientèles soutenant les « leaders ».

D'ailleurs, de nombreux autres gouvernements, pas seulement de droite, ont également adopté un « style » présidentialiste de facto similaire, avec Matteo Renzi ou Mario Draghi [patron de la BCE de 2011 à 2019, président du Conseil de février 2021 à octobre 2022]. Et aujourd'hui avec Giorgia Meloni.

Il est évident qu'une structure présidentialiste est celle qui répond le mieux à la nécessité de lier étroitement le rôle du dirigeant (ou du leader) aux pires humeurs populaires, de transformer les « minorités silencieuses » en « majorités criantes » et « gouvernantes ».

Ce n'est pas un hasard si, dans l'agenda du gouvernement Meloni, le projet présidentiel figure en tête, chéri depuis des années par le MSI et ses épigones post-fascistes, recherché par la droite dans ses différentes nuances, rêvé par les patrons pour sa prétendue plus grande efficacité décisionnelle, évoqué aussi par les sociaux-libéraux, au nom d'une société débarrassée des « incrustations idéologiques obsolètes ».

Les syndicats

Enfin, il ne faut pas oublier que parmi les résultats « libéraux » du berlusconisme figure également la réduction au silence du syndicalisme confédéral. Nous avons déjà rappelé les deux grands mouvements de masse que les syndicats ont organisés en 1994 puis en 2002, l'un unissant la CGIL, la CISL et l'UIL, l'autre la CGIL seule.

Mais ce fut un chant du cygne extraordinaire, car depuis 2002, nous assistons à un phénomène progressif mais inéluctable de paralysie de la mobilisation syndicale, malgré les nombreuses raisons de défendre les acquis sociaux et syndicaux.

Les syndicats confédéraux se sont enfermés au début des années 1990 dans une politique de « pratique de concertation », s'imaginant qu'à la tête du pays il y aurait toujours des « gouvernements amis » ou, au moins, des gouvernements « dialoguants », disposés à discuter et à partager avec les organisations confédérales les principaux choix en matière de politiques économiques et sociales, maintenant ainsi la direction syndicale dans un rôle central pour le pays.

C'est ce qui a été convenu, de manière tout à fait irréfléchie, dans les accords de juillet 1993 [portant sur « la politique des revenus et du développement », sous la présidence du Conseil de Carlo Azeglio Ciampi]. Mais l'illusion a été de très courte durée. Un an plus tard, la musique avait déjà changé. En 1994, le gouvernement était entre les mains de Berlusconi, des post-fascistes et des leghistes, qui n'étaient pas du tout disposés à négocier leur politique avec les appareils syndicaux. Mais alors les syndicats avaient encore l'énergie de s'opposer et de secouer, au point de faire tomber le premier gouvernement de droite. Toutefois, la concertation réapparaît dès 1995 avec le gouvernement de Lamberto Dini (ancien ministre du Trésor de Berlusconi, puis président du Conseil) avec lequel les directions syndicales s'entendent sur une réforme des retraites qui est en grande partie une photocopie de celle qui avait été sèchement rejetée l'année précédente.

Depuis lors, la courbe descendante syndicale a commencé, splendidement interrompue, mais non

inversée, en 2002 par la manifestation de trois millions de personnes dans les rues de Rome.

Depuis lors (c'est-à-dire depuis plus de 20 ans), les syndicats n'ont pas pris d'initiatives significatives de mobilisation et ont vu les marges de consultation et de « codétermination » se réduire, puis disparaître, même avec les gouvernements de « centre-gauche » et « techniques », de plus en plus soucieux de ne pas se laisser influencer par les « humeurs populaires » dans leur travail de « redressement ». Les syndicats ont donc opté pour la politique de la « limitation des dégâts », avant de se rendre compte que les dégâts à limiter étaient de plus en plus graves et que cette limitation relevait du vœu pieux.

La droite et l'Italie sans Berlusconi

Ainsi, l'empreinte de l'aventure de Berlusconi sur la société et la politique italiennes reste et restera indélébile.

La culture en souffre, désormais imprégnée par l'omniprésence des fruits des trente années de pouvoir de Berlusconi, y compris l'annulation substantielle du « préjugé antifasciste », considéré par une grande partie de la dite opinion publique comme un simple vestige d'une époque révolue.

Cela affecte la politique institutionnelle qui, de la droite à la « gauche », s'agenouille devant le mythe de la « centralité de l'entreprise », moteur du « développement », source de « travail » et de « bien-être », à la prééminence de laquelle les droits sociaux et la protection de l'environnement doivent également être soumis.

L'idée capitaliste, selon laquelle, si l'objectif est de s'enrichir, tous les moyens sont permis (favoritisme, corruption, évasion fiscale), a forgé une grande partie de l'opinion publique : ce qui compte, c'est le résultat.

Malgré les preuves répétées du contraire (il suffit de rappeler que pour vaincre la pandémie, la société a dû recourir au peu d'argent public qui restait dans le domaine de la santé), le « secteur privé » continue d'être présenté par tous les médias comme un bien par excellence, et le « secteur public » comme une source intrinsèque d'inefficacité, de bureaucratisme et de corruption.

Pour la « croissance », il est universellement considéré comme nécessaire de réduire les impôts, en particulier pour les plus aisés, et toute idée d'un impôt sur le patrimoine ou les successions est considérée comme un « vol de l'Etat ».

La précarité du travail et de la vie est considérée comme le prix à payer pour la mondialisation et la « compétitivité du pays ».

Et même dans le domaine politique, alors que la droite a choisi de radicaliser son projet et son discours (de la Démocratie chrétienne à Berlusconi, puis à Salvini et maintenant à Meloni), la gauche institutionnelle, au lieu de relever le défi, a décidé d'adopter une attitude de plus en plus modérée et conciliante (la trajectoire va d'Enrico Berlinguer [1972-1984] à Achille Occhetto, à Walter Veltroni [secrétaire du Parti démocrate, qui a succédé au PDS d'Occhetto, d'octobre 2007 à février 2009], à Renzi [secrétaire du Parti démocrate de mai 2017 à mars 2018, en poursuivant la dérive]).

Il en va de même pour les syndicats, comme nous avons essayé de l'explicitier plus haut.

La question est maintenant de savoir quel sera l'avenir de la politique italienne sans Berlusconi.

L'illustre défunt était désormais le seul ciment du parti Forza Italia (et déjà avec quelques difficultés). Le vice-président Antonio Tajani [vice-président du Conseil des ministres] ne pourra certainement pas le remplacer efficacement. Marina Berlusconi, la fille aînée de Silvio, a dû intervenir avec un message au parti pour redorer sa figure terne et le faire désigner « avec autorité » comme nouveau président. Tajani sera donc le nouveau président « régent » de Forza Italia, en attendant une solution plus structurelle. Et peut-être que la première héritière patrimoniale elle-même sera aussi la véritable héritière politique du « magnat ».

Mais, à l'heure qu'il est, ce parti a pour l'essentiel déjà accompli sa triste tâche. Il ne lui reste plus que quelques missions : d'une part, fournir une couverture « modérée » au gouvernement de droite dure de Giorgia Meloni et à son radicalisme réactionnaire, et d'autre part, agir comme « garant » de l'intention désormais déclarée de conclure un nouvel accord majoritaire à Bruxelles entre le PPE-Parti populaire européen de Manfred Weber et les formations de droite dirigées par Meloni elle-même, en excluant ou, en tout cas, en marginalisant le PSE-Parti socialiste européen. Evidemment si les résultats des élections de juin 2024 le permettent.

Quant au parti en Italie, la tâche de Tajani d'éviter un glissement de députés et de cadres vers d'autres formations sera très difficile.

Les formations centristes de Calenda (Azione) et de Renzi (Italia Viva) ont lancé une « campagne d'acquisition » explicite. Celle de Giorgia Meloni est moins déclarée, car, comme on le sait, entre alliés cela ne se fait pas, ou plutôt cela se fait sans le dire. Mais les possibilités d'acquisition sont beaucoup plus importantes pour elle et pour Fratelli d'Italia, étant donné la présence généralisée dans le parti de Berlusconi de cadres et de dirigeants de culture fasciste avérée (comme Maurizio Gasparri, vice-président du Sénat) ou effrontément racistes (comme Flavio Tosi, député et ancien maire de Vérone).

Fabrizio Burattini

P.-S.

• Article reçu par A l'Encontre le 19 juin 2023 ; publié le 20 juin 2023, traduction rédaction A l'Encontre :

<http://alencontre.org/europe/italie/les-funeraillles-de-berlusconi-une-radiographie-de-litalie.html>